

Auriol  
Belgentier  
Brignoles  
Cuges-les-Pins  
Évenos  
Garéoult  
Gémenos  
La Cadière d'Azur  
La Celle  
La Roquebrussanne  
Le Beausset  
Le Castellet  
Mazaugues  
Méounes-lès-Montrieux  
Nans-les-Pins  
Néoules  
Plan d'Aups  
Sainte-Baume  
Pourcieux  
Pourrières  
Riboux  
Roquevaire  
Rougiers  
Saint-Maximin-  
la-Sainte-Baume  
Saint-Zacharie  
Signes  
Solliès-Toucas  
Tourves  
Trets

Monsieur le Préfet de la région Provence-  
Alpes-Côte d'Azur  
A l'attention de la DREAL/SBEP  
16 rue Zattara  
CS 70248  
13331 Marseille cedex 3

*Affaire suivie par : Sylvaine IZE*

**Lettre recommandée avec AR n° 1A 202 137 6239 7**

Plan d'Aups Sainte-Baume, le 21 mars 2023

Objet : Avis sur le projet de Schéma régional des carrières (SRC)  
Suivi du dossier : Perrine ARFAUX – 04.42.72.35.22 – [perrine.arfaux@pnr-sainte-baume.fr](mailto:perrine.arfaux@pnr-sainte-baume.fr)  
Pièces jointes : Note technique

Monsieur le Préfet,

Par courrier reçu en date du 6 février dernier, vous nous avez adressé pour avis le projet de Schéma régional des carrières (SRC) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et nous vous en remercions.

L'ensemble des documents constitutifs du dossier a été analysé au regard de la Charte du Parc naturel régional de la Sainte-Baume et des divers notes et courriers transmis par le réseau des Parcs naturels régionaux de PACA depuis 2017, année de lancement de l'élaboration du SRC.

Malgré les remarques formulées antérieurement, le projet de SRC maintient les espaces à enjeux des Parcs naturels régionaux comme des « zones à enjeux environnementaux forts ». A ce titre, la possibilité d'y créer de nouveaux sites carriers demeure malgré les dispositions des Chartes de Parc qui, selon les territoires, ciblent ces espaces comme n'ayant pas vocation à accueillir de nouvelles carrières, voire de projets d'extension. Pour illustration, la mesure 7 de la Charte du Parc naturel régional de la Sainte-Baume protège de toute création de carrières les espaces paysagers, agricoles et naturels à enjeux identifiés au Plan du Parc.

Au regard de ce constat, il nous semble important de rappeler la portée juridique des Chartes des Parcs naturels régionaux, qui constituent un contrat formalisant les engagements et les responsabilités de chacun des signataires, notamment de l'Etat. Par conséquent, **dans un souci de cohérence des politiques publiques, il apparaît incontournable de réévaluer à la hausse la classification des espaces à enjeux des Parcs naturels régionaux de PACA au regard des dispositions inscrites dans leur Charte respective.** Ainsi, considérant les dispositions de la mesure 7 de sa Charte, les espaces à enjeux du Parc de la Sainte-Baume doivent être identifiés comme des « zones de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires » pour la création de carrières.

A l'instar des espaces à enjeux du Parc, les zones de sauvegarde sont considérées dans le projet de SRC comme « zones à enjeux environnementaux forts ». Considérant les conclusions de l'étude relative aux zones de sauvegarde des masses d'eau souterraine de la Sainte-Baume, officiellement validée en décembre 2021 et notifiée par vos soins auprès de vos services en date du 6 mars dernier, **il s'avère nécessaire de reclasser les zones de sauvegarde de priorité 1 en tant que « zones de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires » pour la création de carrière** de manière à garantir la préservation de la ressource en eau.

Enfin, d'une manière plus générale, il nous semble indispensable de **reconsidérer le scénario d'approvisionnement retenu au regard d'une actualisation des estimations des besoins en matériaux et d'une prise en considération renforcée des différentes mesures proposées par l'évaluation environnementale.**

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-jointe la note technique reprenant l'ensemble de nos points de vigilance et nos observations. Les services du Parc naturel régional de la Sainte-Baume restent à votre disposition pour vous accompagner dans la poursuite de ce projet.

Certain de l'intérêt que vous porterez à notre projet de territoire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sincères salutations.

Michel GROS



Président du Parc naturel régional de la  
Sainte-Baume  
Maire de La Roquebrussanne



Une autre vie s'invente ici

Parc naturel régional de la Sainte-Baume

Nazareth - 2219 CD80 Route de Nans • 83640 Plan d'Aups Sainte-Baume

Tél. : 04.42.72.35.22 - Fax : 04.42.98.00.85 • [www.pnr-saintebaume.fr](http://www.pnr-saintebaume.fr) • [secretariat@pnr-saintebaume.fr](mailto:secretariat@pnr-saintebaume.fr)



## NOTE TECHNIQUE

### Schéma régional des carrières Provence – Alpes – Côte d'Azur

Porteur de projet	DREAL PACA
Etape	Consultations administratives
Date de réception du dossier	25 janvier 2023 (mail) et 6 février 2023 (courrier)
Nature et contenu des documents	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le résumé du projet</li> <li>• Le tome 1 (Etat des lieux, prospective, enjeux et scénario) et ses annexes</li> <li>• Le tome 2 (orientations, objectifs, mesures)</li> <li>• L'évaluation environnementale</li> <li>• L'atlas des Gisements potentiellement exploitables</li> <li>• L'atlas des Gisements d'intérêt régional</li> <li>• L'atlas des Gisements d'intérêt national</li> </ul>

Auriol  
 Belgentier  
 Brignoles  
 Cuges-les-Pins  
 Évenos  
 Garéoult  
 Gémenos  
 La Cadière d'Azur  
 La Celle  
 La Roquebrussanne  
 Le Beausset  
 Le Castellet  
 Mazaugues  
 Méounes-lès-Montrieux  
 Nans-les-Pins  
 Néoules  
 Plan d'Aups  
 Sainte-Baume  
 Pourcieux  
 Pourrières  
 Riboux  
 Roquevaire  
 Rougiers  
 Saint-Maximin-la-Sainte-Baume  
 Saint-Zacharie  
 Signes  
 Solliès-Toucas  
 Tourves  
 Trets

#### RAPPELS REGLEMENTAIRES RELATIFS A LA HIERARCHIE DES NORMES

##### Art. L. 333-1 du code de l'environnement :

*L'Etat et les collectivités territoriales adhérant à la charte appliquent les orientations et les mesures de la charte dans l'exercice de leurs compétences sur le territoire du parc. Ils assurent, en conséquence, la cohérence de leurs actions et des moyens qu'ils y consacrent.*

##### Art. L.515-3 du code de l'environnement :

- Le schéma régional des carrières prend en compte le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires.
- Le schéma régional des carrières doit être compatible ou rendu compatible dans un délai de trois ans avec les dispositions des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux et des schémas d'aménagement et de gestion des eaux, s'ils existent.
- Les schémas de cohérence territoriale et, en leur absence, les plans locaux d'urbanisme, les documents en tenant lieu et les cartes communales sont compatibles avec les schémas régionaux des carrières dans les conditions fixées aux articles L.131-1 et L.131-6 du code de l'urbanisme.

##### Art. L.131-1 du code de l'urbanisme :

*Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 sont compatibles avec les chartes des parcs naturels régionaux [...].*

#### EXTRAIT DES DISPOSITIONS DE LA CHARTE DU PARC NATUREL REGIONAL DE LA SAINTE-BAUME 2018-2032

Mesure 6 – Assurer une gestion cohérente, économe et concertée de la ressource en eau  
Lutter contre les pollutions diffuses et ponctuelles :

- Protéger les zones de vulnérabilité du karst et des masses d'eau souterraines, définies par le Parc et ses partenaires, dans les documents d'urbanisme.
- Protéger les masses d'eau souterraines de toute implantation d'industries d'exploration des ressources naturelles nécessitant des aménagements et des procédés susceptibles de leur porter atteinte.

Une autre vie s'invente ici

## Mesure 7 – Assurer l'intégration environnementale des infrastructures d'exploitation des ressources naturelles

*Contenir l'exploitation des ressources naturelles en dehors des zones à enjeux :*

- *Protéger de toute création de carrières les espaces paysagers, agricoles et naturels à enjeux identifiés au Plan du Parc (paysages remarquables et paysages agricoles sensibles, sites soumis à un arrêté de biotope, sites Natura 2000, réservoirs de biodiversité, zones de vulnérabilité des masses d'eau souterraine).*
- *Valoriser les gisements potentiels à travers la possibilité de renouvellement ou d'extension des carrières existantes, sous réserve de tenir compte des enjeux paysagers, agricoles et naturels des espaces identifiés au Plan du Parc (paysages remarquables et paysages agricoles sensibles, sites soumis à un arrêté de biotope, site Natura 2000, réservoir de biodiversité, zone de vulnérabilité souterraine).*
- *Privilégier les projets adaptés aux besoins du territoire et répondant aux enjeux écologiques et paysagers du territoire.*

## **ETAT DES LIEUX ET PROSPECTIVE A 12 ANS**

---

Plusieurs chiffres annoncés dans l'état des lieux mettent en exergue une diminution des besoins en ressources minérales ainsi qu'une quasi-autonomie régionale :

- Depuis 2005, une tendance régionale à la baisse des volumes de matériaux extraits est enregistrée. Le volume d'extraction autorisé dans les carrières en exploitation en 2015 représente 55 à 51 Mt/an, volume qui représente près du double de la production réellement réalisée (p.30 tome 1) ;
- Les réserves restantes dans les carrières en exploitation en 2015 sont estimées à un total de 695Mt. Ces réserves permettraient de répondre théoriquement, à l'échelle régionale, aux besoins en matériaux pendant près de 25 ans. Cette durée est ramenée à 15 ans pour les ROC et 17 ans pour les minéraux pour l'industrie (p.36 tome 1) ;
- A l'échelle régionale, selon la CERC, la consommation totale de matériaux de construction a diminué de 17% entre 2011 et 2015. Il confirme une tendance observée entre 1982 et 2015 de baisse globale de la consommation en matériaux malgré une augmentation de la population (de 4 à 5 millions d'habitants) entre 1982 et 2015 (p.47 tome 1) ;
- Il est à considérer que la région est quasi-autonome concernant les matériaux de construction (différentiel de moins de 2% entre production et consommation régionales). Concernant les autres matériaux (industrie et ROC), les carrières exportent leurs produits vers d'autres départements français et à l'étranger permettant également de considérer que la région est autonome (p.49 tome 1).

Basé sur des chiffres de 2015, cet état des lieux et la prospective à 12 ans qui en découle semblent nécessiter une actualisation notamment au regard :

- Des volumes réduits de production de granulats en 2020-2021 en conséquence de la crise sanitaire (p.55 tome 1). Les estimations des besoins en ressources minérales pour la région à l'horizon 2022 ainsi que les estimations des réserves des volumes restants à exploiter sont issues d'une étude menée en 2019 basée sur la consommation en matériaux en 2015. Ces estimations, qui prévoyaient une croissance d'activité entre 2016 et 2022, apparaissent aujourd'hui caduques ;
- Du renouvellement et des ouvertures de carrières ayant eu lieu depuis 2015 dont les potentiels de production doivent être pris en considération ;



- Des récentes évolutions législatives (ex : objectif Zéro artificialisation nette fixé par la Loi Climat, RE 2020...), susceptibles d'avoir des incidences dans les scénarios économiques du secteur du Bâtiment et des Travaux Publics ;
- De la réalisation ou de l'abandon des projets « exceptionnels » régionaux et des projets de travaux identifiés au niveau départemental ;
- De la nouvelle filière Responsabilité élargie du producteur pour les produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment. Cette nouvelle filière aura potentiellement des conséquences sur les estimations du taux de recyclage des déchets du BTP (actuellement basées sur les taux de recyclage constatés en 2011).

L'ensemble des éléments ci-dessus semblent confirmer la diminution des besoins en ressources minérales. **L'actualisation des données de l'état des lieux apparaît nécessaire pour ajuster l'estimation des besoins en matériaux et, le cas échéant, revoir à la baisse le scénario retenu par le SRC.**

## SCENARIO D'APPROVISIONNEMENT RETENU

- Les scénarios d'approvisionnement suivants ont été étudiés (p.97 du tome 1) :

	Hypothèse sur le devenir des carrières	Hypothèse sur le recyclage	Hypothèse sur l'environnement
Scénarios	Fermeture	Haute	-
		Basse	-
	Renouvellement extension	Haute	Prise en compte graduelle, selon les 4 niveaux d'enjeux environnementaux
		Basse	Prise en compte graduelle, selon les 4 niveaux d'enjeux environnementaux
	Création, renouvellement, extension	Haute	Prise en compte graduelle, selon les 4 niveaux d'enjeux environnementaux
		Basse	Prise en compte graduelle, selon les 4 niveaux d'enjeux environnementaux

Tandis que les critères sur le devenir des carrières et sur le recyclage ont fait l'objet de plusieurs hypothèses, le critère de prise en compte des enjeux environnementaux reste le même : quel que soit le scénario envisagé, les enjeux environnementaux ont fait l'objet d'une simple prise en compte graduelle selon les 4 niveaux précédemment établis (réduits/forts/modérés/sans enjeux).

Le scénario d'approvisionnement retenu par le SRC, défini à l'aide d'un modèle basé sur les besoins et la production, prévoit les principes généraux suivants :

- Hypothèse haute sur le recyclage ;
- Priorisation au renouvellement et à l'extension des carrières existantes ;
- Possibilité de création de nouvelles carrières, sous réserve d'en justifier précisément le besoin. Cette possibilité s'applique en particulier aux territoires déficitaires en granulats communs identifiés en région

Le rapport d'évaluation environnementale affirme qu'« au final, les règles du SRC se veulent peu restrictives et n'interdisent véritablement la création, l'extension et le renouvellement de carrières que sur les espaces réglementaires et à enjeux réduits » (p.163 de l'EE).

Le rapport d'évaluation environnementale « ne relève pas d'incidences négatives significatives [du SRC], mais souligne la possibilité de renforcer la protection des périmètres à enjeux environnementaux au regard des enjeux énergétiques du transport et des besoins prospectifs régionaux et locaux » (p.16 de l'EE). Il étudie plusieurs scénarios alternatifs possibles en

apportant une plus-value environnementale par rapport au scénario d'approvisionnement retenu par le SRC (p.13 de l'EE). Suite à cette analyse, le scénario alternatif n°1 « prise en compte renforcée – recyclage haut » apparaît comme le scénario préférentiel pour une meilleure prise en compte environnementale globale à la mise en œuvre du SRC tout en conciliant les intérêts économiques. Alors que le scénario retenu par le SRC permet une capacité de production très importante d'ici à 2032 proche des 150% des besoins, le scénario alternatif n°1 permet néanmoins une capacité de production de 120% des besoins.

**Au regard de ces éléments, il apparaît dommageable que ce scénario alternatif n°1 « prise en compte renforcée – recyclage haut » proposé par le rapport d'évaluation environnementale n'ait pas été plus approfondi, et le cas échéant retenu.**

## ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

---

- Le SRC définit quatre niveaux d'enjeux environnementaux :
- Les zonages de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires qui interdisent l'ouverture de nouvelles carrières ou l'extension surfacique des sites existants. Le rapport d'évaluation environnementale (p.231 de l'EE) précise que « les zones de contraintes strictes sont basées sur des réglementations intégrant de fait une interdiction dans les textes, nationaux ou locaux, de tout usage et exploitation. Les enjeux environnementaux, considérés comme rédhibitoires vis-à-vis de l'activité carrière, ne sont pas protégés directement par une interdiction formelle dans les textes. Il a été cependant décidé lors de la démarche, au vu de la sensibilité très élevées de ces zones, de les considérer dans le SRC comme des espaces réglementaires stricts » ;
- Les zonages d'enjeu forts qui n'ont pas vocation à accueillir de nouvelles carrières mais pour lesquels il n'y a pas de principe d'interdiction dans la réglementation. Les extensions de carrières existantes y restent possibles et devront intégrer ces enjeux à un haut niveau de performance, et par une mise en œuvre de la séquence ERC proportionnée aux enjeux ;
- Les zonages d'enjeux modérés qui justifient une attention particulière ;
- Les espaces de moindres enjeux, mis en évidence à l'échelle régional, en première approche.

Au regard des tableaux de classification établis (p. 72 à 91 du tome 1 et p. 33 à 35 du tome 2), les observations formulées à plusieurs reprises par le réseau des Parcs naturels régionaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur restent pleines et entières, à savoir :

- Les « secteurs de sensibilité » ou « entité patrimoniale et paysagère » des PNR sont considérés en tant que zonages d'enjeux forts. A ce titre, la création de nouvelles carrières demeure autorisable en dernier recours. Telle que formulée, la mesure n°31 confirme que la création de carrières dans ces secteurs reste envisageable : « les porteurs de projets sont invités à [...] prendre en compte les enjeux environnementaux et paysagers identifiés par la charte du PNR pour le développement de leur projet et ainsi éviter les zones de sensibilité dont la vocation est d'être préservées. A défaut, le porteur de projet devra justifier l'absence d'alternative spatiale et technique ».

Or, en fonction des enjeux environnementaux, paysagers ou agricoles définis localement, les Chartes des Parcs identifient des espaces n'ayant pas vocation à accueillir de nouvelles carrières, voire de projets d'extension. Il semble nécessaire de rappeler que le code de l'environnement confère aux Chartes des Parcs naturels régionaux une portée juridique et un rapport de compatibilité avec les documents d'urbanisme de rang inférieur. Approuvées par les collectivités locales et validées par l'Etat, elles constituent un contrat formalisant les engagements et les responsabilités de chacun des signataires. Il est également important de noter que par une décision du 21 avril 2022, le Conseil d'Etat précise que « lorsque l'autorité



administrative est saisie d'une demande d'autorisation d'implanter ou d'exploiter une ICPE au sein d'un Parc naturel régional, elle doit s'assurer de la cohérence de la décision individuelle ainsi sollicitée avec les orientations et les mesures fixées dans la Charte de ce Parc et dans les documents qui y sont annexés ».

**Par conséquent, et afin de garantir la cohérence des politiques publiques, il apparaît nécessaire d'identifier les espaces à enjeux des Parcs naturels régionaux non seulement en tant que zonages à enjeu fort, mais également en tant que zonages de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires. Afin d'assurer une adaptabilité en fonction du contenu des différentes Chartes des Parcs de PACA, la mention « espaces à enjeux des Parcs naturels régionaux, selon les dispositions de la Charte du Parc » semble opportune. Il s'agira de modifier la carte des zones de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoire ainsi que la carte des GIN et des GIR en conséquence.**

#### **Remarques spécifiques au Parc naturel régional de la Sainte-Baume :**

Le SRC fourni une cartographie des Gisements d'intérêt national (GIN) et des Gisements d'intérêt régional (GIR) qui exclut les zonages de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires. Aucun GIN ne semble identifié sur le périmètre du Parc. En revanche, des GIR de Roches ornementales de construction (ROC) sont identifiés sur le territoire notamment sur les communes de Belgentier Brignoles, Evenos, Garéoult, La Celle, Le Beausset, Méounes-lès-Montrieux, Pourcieux, Signes, Solliès-Toucas, et Trets. **Ces GIR sont en partie localisés sur des secteurs à enjeux du Parc.**

De nombreux gisements potentiellement exploitables (GPE) sont également localisés sur des secteurs à enjeux du Parc.

Or, la mesure 7 de la Charte du Parc naturel régional de la Sainte-Baume prévoit de protéger de toute création de carrières les espaces paysagers, agricoles et naturels à enjeux identifiés au Plan du Parc (paysages remarquables et paysages agricoles sensibles, sites soumis à un arrêté de biotope, sites Natura 2000, réservoirs de biodiversité, zones de vulnérabilité des masses d'eau souterraine).

Au regard de ces éléments, **les espaces à enjeux du Parc naturel régional de la Sainte-Baume doivent être identifiés en tant que zonages de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires afin d'exclure la création de carrière sur les espaces à enjeux du Plan du Parc. Il apparaît nécessaire de modifier la carte des GPE et des GIR en conséquence.**

- Les sites Natura 2000 sont considérés comme zonages à enjeux modérés. Les habitats ou habitats d'espèces prioritaires Natura 2000 sont quant à eux considérés comme zonages à enjeu fort. Ce classement va à l'encontre des mesures d'évitement et de réduction dans le rapport d'évaluation environnementale, à savoir :
  - « L'évaluation environnementale préconise de classer les sites Natura 2000 dans les zonages à enjeux rédhibitoires. A minima, le SRC PACA peut classer les habitats prioritaires au sein des sites Natura 2000 (détaillés dans les DOCOB) dans les zonages à enjeux rédhibitoires sans obérer les besoins d'approvisionnement des territoires ni alourdir la facture énergétique du transport. » (p.223 de l'EE) ;
  - « L'autorisation de création de carrières ne devrait être délivrée que pour un projet se trouvant dans un territoire déficitaire et en secteur sans enjeux environnementaux (hors Natura 2000) » (p.224 de l'EE) ;
  - « Afin d'éviter toutes incidences locales sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire, ces derniers devraient être intégrés aux enjeux stricts et

rédhibitoires et identifiés par le SRC comme strictement préservés de tout projet de carrière (p.227 de l'EE).

**Au regard de ces éléments, il apparaît nécessaire de reconsidérer à la hausse la classification des sites Natura 2000 ainsi que des habitats ou habitats d'espèces prioritaires Natura 2000.**

- Les zones de sauvegarde de la ressource en eau sont considérées comme zonages à enjeu fort. Les aquifères stratégiques du SDAGE sont quant à eux considérés comme zonages à enjeu modéré.

L'orientation fondamentale 5E-01 du nouveau SDAGE 2022-2027 vise à Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable : « Dans le cadre de la définition des conditions générales d'implantation de carrières prévue par l'article L. 515-3 du code de l'environnement, les services de l'État en charge de l'élaboration des schémas régionaux des carrières s'assurent de leur compatibilité avec les enjeux de préservation de la qualité et de la disponibilité des ressources stratégiques dans la durée, sur les zones de sauvegarde. ». A ce titre, le niveau de classification des zones de sauvegarde et des aquifères stratégiques mériteraient d'être revues à la hausse.

#### **Remarques spécifiques au Parc naturel régional de la Sainte-Baume :**

Les masses d'eau souterraines de la Sainte-Baume sont classées par le SDAGE comme ressource en eau majeure présentant un intérêt stratégique pour les besoins en eau des populations. La mesure 6 de la Charte du Parc demande d'assurer une gestion cohérente, économe et concertée de la ressource en eau :

- En protégeant les zones de vulnérabilité du karst et des masses d'eau souterraines [...] dans les documents d'urbanisme ;
- En protégeant les masses d'eau souterraine de toute implantation d'industries d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles nécessitant des aménagements et des procédés susceptibles de leur porter atteinte.

Entre 2018 et 2022, le Parc a mené une étude sur les zones de sauvegarde des masses d'eau souterraine du territoire de la Sainte-Baume répondant à l'orientation fondamentale 5E-01 du SDAGE visant à protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable. Cette étude a officiellement été notifiée par le Préfet de région le 6 mars 2023 invitant les services de l'Etat à porter à connaissance la délimitation des zones de sauvegarde et des recommandations associées dans les procédures d'élaboration de l'ensemble des documents de planification et d'aménagement, notamment le schéma régional des carrières.

L'étude préconise notamment d'éviter toute nouvelle implantation de carrières et de limiter les extensions des sites existants dans les zones de sauvegarde de priorité 1. Le SRC identifie quant à lui les zones de sauvegarde comme des zonages à enjeux environnementaux forts et les aquifères stratégiques du SDAGE comme zonages à enjeux modérés.

**Au regard de ces éléments, il s'avère nécessaire de reconsidérer la classification des zones de sauvegarde et des aquifères stratégiques du SDAGE. Il semble notamment indispensable d'identifier les zones de sauvegarde des masses d'eau souterraine de la Sainte-Baume de priorité 1 en tant que zonages de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires pour la création de carrière.**

- Tandis que les PAEN et les ZAP sont considérées comme zonages de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires (« si le règlement applicable du document



d'urbanisme y interdit les projets industriels »), les zones d'appellation (AOC/IGP) et les zones irriguées ou de projet d'irrigation sont considérés comme zonages à enjeu modéré. Ce classement semble aller à l'encontre du rapport d'évaluation environnementale qui identifie le fait d'« Eviter les implantations de carrières dans les secteurs agricoles », sans distinction, comme un enjeu prioritaire.

**Compte tenu de ces éléments, il apparaît opportun de reconsidérer à la hausse le niveau d'enjeu des espaces agricoles.**

- La traduction de certains zonages de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires et de certains zonages d'enjeux forts est conditionnée au contenu des textes réglementaires nationaux ou locaux (documents d'urbanisme, actes constitutifs de classement...). A titre d'exemple, les RNN sont considérées comme zonages de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires uniquement si l'acte constitutif de ce classement empêche la réalisation des carrières. Il en est de même pour les RNR, les Arrêtés Préfectoraux de Protection, les éléments de la Directive Paysagère des Alpilles, les EBC, les espaces naturels remarquables au titre de la loi littoral, les éléments de la TVB identifiés dans les documents d'urbanisme, les sites classés, les ZAP, les zones de protection des captages, les zones d'aléa des PPR ou encore les éléments des DTA (espaces boisés significatifs).  
Par conséquent, **tel qu'actuellement établis, les tableaux de classification des enjeux semblent permettre l'ouverture ou l'extension de carrières dans les zonages de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires dans le cas où les documents d'urbanisme ou les actes constitutifs de classement ne l'interdisent pas.** Or, compte tenu de leur ancienneté ou par leur simple nature, certains de ces documents ne prévoient pas explicitement l'interdiction de carrières ou de projets industriels. Néanmoins, **même en l'absence d'interdiction explicite, la sensibilité environnementale de ces espaces doit être considérée et la préservation de ces espaces doit être garantie.**
- Le rapport d'évaluation environnementale distingue les incidences potentielles et les mesures ERC liées aux projets de renouvellement et d'extension de carrières, de celles liées aux projets de création de carrières. Dans ce même rapport, il est considéré qu'« à conditions environnementales équivalentes, la création d'une nouvelle carrière peut être considérée plus impactante qu'un renouvellement ou une extension de carrière existante, pour laquelle le site d'installation est déjà impacté » (p.239 de l'EE).  
**Par conséquent et dans la mesure du possible, il semblerait opportun de procéder à la distinction entre création de carrières et renouvellement/extension de carrières dans la classification des enjeux environnementaux, à l'image de ce qui a été fait pour les sites classés.**

## ORIENTATIONS, OBJECTIFS, MESURES

---

- Le scénario d'approvisionnement retenu (p.104 du tome1) donne la priorité au renouvellement et à l'extension des carrières existantes. La création de nouvelles carrières doit être justifiée et s'applique en particulier aux territoires déficitaires en granulats communs identifiés. Par ailleurs, une modélisation a conduit à identifier trois typologies de territoires (bassins de vie) pour répondre aux besoins en granulats communs entre 2016 et 2032 (p.190 et 191 de l'EE):
  - 19 territoires excédentaires, dont les capacités de production des carrières répondent aux besoins sans ouvertures de carrière ni renouvellement (production supérieure de 1,2 fois aux besoins de la zone) ;
  - 2 territoires autonomes, dont le renouvellement de carrières est nécessaire pour répondre aux besoins et pour lesquels l'ouverture de carrière ne se justifie pas ;

- 18 territoires déficitaires, dont le renouvellement des carrières est nécessaire mais ne suffit pas à répondre aux besoins. L'ouverture de carrières est également nécessaire.

Face aux résultats de la modélisation et au scénario d'approvisionnement retenu, le rapport d'évaluation environnementale formule diverses mesures d'évitement et de réduction, notamment :

- « Autoriser l'ouverture et/ou l'extension de carrière de granulat commun uniquement en situation de déficit avéré du bassin d'emploi à proximité du site envisagé et en évitant les zonages à enjeux environnementaux » (p.175 de l'EE) ;
- « N'autoriser les nouveaux projets d'extraction de matériaux qu'en dehors des zonages à enjeux environnementaux » (p.175 de l'EE) ;
- « Ne permettre l'accès aux gisements d'intérêt régionaux et nationaux qu'en dehors des zonages à enjeux forts » (p.175 de l'EE) ;
- « Dans les territoires excédentaires, l'ouverture de nouvelle carrière de granulats communes pourrait ne pas être autorisée, car elle est non justifiée au regard des besoins des bassins de vie [...] » (p.191 de l'EE) ;
- « Le renouvellement de carrière ne peut être autorisé dans les zonages à enjeux environnementaux modérés et forts que lorsque le porteur de projet démontre qu'il répond à un besoin identifié du bassin de vie situé à proximité [...] » (p. 192 de l'EE) ;
- « En territoire déficitaire, tout projet de création de carrière de granulats communs en zonages à enjeux forts ou modérés devrait être évité, sauf à démontrer qu'il est absolument nécessaire à rétablir l'équilibre du territoire ou qu'il répond à un besoin fort identifié du bassin de vie situé à proximité immédiate. La création de carrière de granulats communs n'est pas justifiée dans un territoire excédentaire » (p.196 de l'EE).

**Cependant, telles qu'actuellement formulées, les mesures du SRC ne traduisent pas pleinement les recommandations de l'évaluation environnementale.** A titre d'exemple :

- En présence de GIN et de GIR, et si un besoin est identifié à l'échelle régionale ou nationale, les documents d'urbanisme sont invités à envisager la création de nouveaux sites sans nécessairement prioriser l'extension ou le renouvellement des sites existants (mesure n°6 – p.15 du tome 2) ;
- Pour la production de granulats communs, les extensions et les renouvellements restent permises dans les territoires excédentaires. Dans ce cas « la demande s'inscrit dans un objectif d'économie de la ressource ». Bien qu'elle ne soit « a priori pas justifiée », la création de carrières dans les territoires excédentaires n'est quant à elle pas explicitement interdite (mesure n°8 – p.16 du tome 2) ;
- Pour les productions de matériaux pour couches de roulement, de matériaux à destination de l'industrie des produits de la construction ou de minéraux pour l'industrie et de plâtre (gypse), la création de nouvelles carrières semble permise sans nécessairement prioriser l'extension ou le renouvellement des carrières existantes (mesure n°8 – p.16 du tome 2) ;
- Comme évoqué précédemment, la prise en compte des enjeux environnementaux dans le développement des projets de carrières ne prévoit pas de distinction entre les extensions/renouvellement de carrières et la création de nouveaux sites, ni entre les territoires excédentaires et les territoires déficitaires en granulats communs. D'une manière générale, les projets se feront prioritairement sur les espaces sans enjeux identifiés, à défaut sur les espaces à enjeux environnementaux modérés, en dernier recours sur les zones à enjeux forts en portant une vigilance renforcée sur la justification du choix du site retenu (mesures n°29 à 35 – p.35 à 39 du tome 2).

**Les mesures du SRC mériteraient donc d'être ajustées afin d'intégrer les recommandations de l'évaluation environnementale. Il semblerait notamment opportun qu'une distinction soit**



clairement établie entre création de carrières et renouvellement/extension de carrières ainsi qu'en fonction des typologies de territoires (excédentaires, autonomes et déficitaires) vis-à-vis de l'approvisionnement en granulats communs.

- La Mesure 16 du SRC prévoit de réaménager les carrières avec des déchets inertes ultimes. Dans un souci de préservation des sols, sous-sols et de la ressource en eau, il apparaît indispensable de conditionner le remblaiement des carrières à une vérification de la provenance, des caractéristiques et de la qualité des matériaux inertes utilisés.

**Remarques spécifiques au Parc naturel régional de la Sainte-Baume :**

La mesure n°9 du SRC demande de préserver à long terme l'accès aux GIR dans les documents d'urbanisme et de rendre possible leur exploitation (p.17 tome 2).

Comme évoqué précédemment, la mesure 7 de la Charte du Parc naturel régional de la Sainte-Baume prévoit de protéger de toute création de carrières les espaces paysagers, agricoles et naturels à enjeux identifiés au Plan du Parc (paysages remarquables et paysages agricoles sensibles, sites soumis à un arrêté de biotope, sites Natura 2000, réservoirs de biodiversité, zones de vulnérabilité des masses d'eau souterraine). Il s'agit d'une disposition pertinente devant être transposée dans les SCoT, ces derniers devant être compatibles avec la Charte du Parc.

**Considérant la localisation de certains GIR sur des espaces à enjeux du Parc, la mesure n°9 du SRC visant à rendre possible l'exploitation des GIR dans les documents d'urbanisme apparaît en l'état en contradiction avec les dispositions de la mesure 7 de la Charte du Parc. Les espaces à enjeux du Parc naturel régional de la Sainte-Baume doivent être identifiés en tant que zonages de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires afin d'être exclus des GIR.**